La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux : cours d’histoire terminale à télécharger en PDF

Cours d’histoire – Terminale

Ce cours d’histoire de terminale sur « La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux » fait partie du thème « Les remises en cause économiques, politiques et sociales (1970-1991) ». Tu y trouves d’abord la leçon complète, avec ses documents, ses cartes et ses définitions, puis l’essentiel à retenir. Ensuite, entraîne-toi avec les exercices du chapitre, teste-toi avec le QCM et prépare l’évaluation avec le contrôle.

Problématique : Comment les chocs pétroliers, le tournant libéral et l'effondrement du bloc soviétique transforment-ils les équilibres économiques et politiques du monde entre 1970 et 1991 ?

Le 6 octobre 1973, jour du Kippour, l'Égypte et la Syrie attaquent Israël. Dix jours plus tard, les pays arabes producteurs de pétrole décident de réduire leurs livraisons à ceux qui soutiennent Israël. Quelques semaines suffisent pour que le prix du baril soit multiplié par quatre et que l'Occident découvre sa dépendance énergétique. Dix-huit ans plus tard, le 25 décembre 1991, le drapeau rouge est descendu du Kremlin. L'URSS, l'une des deux superpuissances, n'existe plus. Entre ces deux dates, l'économie mondiale s'est transformée et des idées nouvelles ont triomphé en Occident. Des régimes se sont effondrés en Europe de l'Est, et la division du monde en deux blocs a pris fin.

Problématique : comment les chocs économiques des années 1970, le tournant libéral et les révolutions de 1979 et de 1989 ont-ils modifié les équilibres économiques et politiques du monde entre 1970 et 1991 ?

1. La fin des Trente Glorieuses : crises économiques et nouveaux acteurs

La crise monétaire et les chocs pétroliers (1971-1979)

Après 1945, le monde occidental connaît une forte croissance, que l'économiste Jean Fourastié a appelée plus tard les « Trente Glorieuses ». Elle repose sur une énergie bon marché et sur la consommation de masse. Elle s'appuie aussi sur un système monétaire stable : les accords de Bretton Woods de 1944 lient les monnaies au dollar, lui-même convertible en or.

Ce système se dérègle au début des années 1970. Les États-Unis, qui financent la guerre du Viêt Nam et ont un déficit croissant, voient leur or fuir. Ainsi, le 15 août 1971, le président Nixon suspend la convertibilité du dollar en or. En 1973, les grandes monnaies flottent les unes par rapport aux autres. Les accords de la Jamaïque le confirmeront en 1976.

Le **premier choc pétrolier** intervient en octobre 1973. L'OPEP est l'organisation des pays

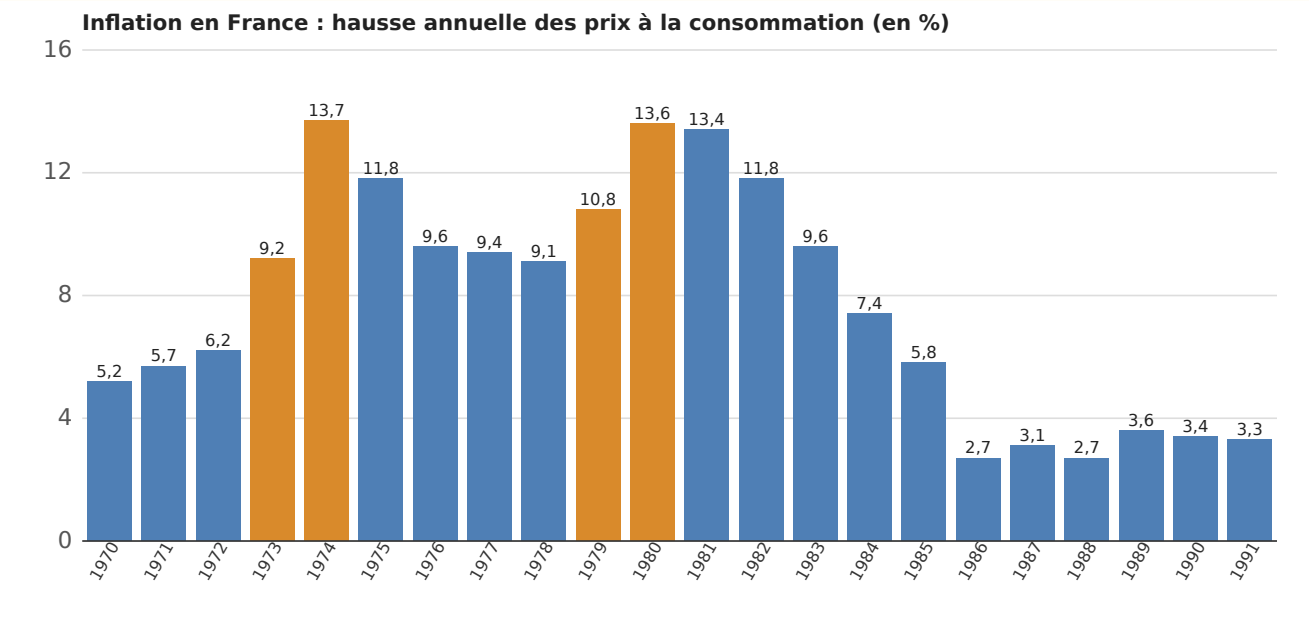
exportateurs de pétrole, créée en 1960. Ses membres arabes, réunis dans l'OAPEC, décident d'un embargo contre les soutiens d'Israël pendant la guerre du Kippour. Ils imposent ensuite une forte hausse de leurs prix. Le prix du baril est multiplié par quatre en quelques mois. Pour les pays industrialisés, qui importent l'essentiel de leur pétrole, la facture explose. La France lance en 1974 un programme massif d'équipement nucléaire (plan Messmer) pour réduire sa dépendance.

Définition : choc pétrolier

Brusque hausse du prix du pétrole brut qui renchérit tous les coûts de production et de transport. Il y a deux chocs : le premier en 1973-1974 et le second en 1979, provoqué par la révolution iranienne.

Le **second choc pétrolier** éclate en 1979. En effet, la révolution en Iran interrompt la production iranienne, puis la guerre Iran-Irak (1980) désorganise les livraisons. Entre 1978 et 1980, le prix du baril plus que double. L'économie mondiale entre à nouveau en récession au début des années 1980.

Document 2 – L'inflation en France (1970-1991)



Insee, Insee Focus n° 87, « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro » : évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation, en moyenne annuelle, www.insee.fr/fr/statistiques/2854085.

Ce graphique d'origine publique montre l'effet des chocs sur les prix en France : l'inflation passe de 5,2 % en 1970 à 13,7 % en 1974, puis recule à 9,1 % en 1978 avant de remonter à 13,6 % en 1980. Elle ne retombe durablement sous 4 % qu'après 1986. Le prix du pétrole s'effondre alors et les politiques de rigueur portent leurs fruits.

Définition : stagflation

Situation économique associant une croissance faible ou nulle (stagnation), un chômage élevé et une forte inflation. Elle surprend les économistes des années 1970, car on pensait

> jusque-là que l'inflation accompagnait la croissance et non la récession.



File d'automobiles devant une station-service dans le Maryland (États-Unis), 15 juin 1979, photographie de Warren K. Leffler.

Cette photographie, prise en juin 1979 dans le Maryland, montre des dizaines de voitures qui font la queue devant une station-service. Le second choc pétrolier provoque une pénurie locale de carburant aux États-Unis. Le cliché illustre la dépendance des sociétés occidentales à l'égard du pétrole importé et l'angoisse des consommateurs.

Un monde économique réorganisé

Les chocs bouleversent les équilibres. Les pays producteurs de pétrole, surtout ceux du Golfe, accumulent d'immenses revenus, les « pétrodollars ». Ceux-ci sont placés dans les banques occidentales et prêtés à des pays en développement. Dans les années 1980, ces pays, très endettés, ne peuvent plus payer. Ainsi, la crise de la dette éclate en 1982 avec le Mexique et frappe l'Amérique latine et l'Afrique.

En revanche, quelques pays d'Asie, appelés les nouveaux pays industrialisés (la Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour), connaissent une croissance rapide, fondée sur les exportations. En Chine, Deng Xiaoping lance en 1978 les « quatre modernisations » et ouvre des zones économiques spéciales (Shenzhen, 1980). Le pays reste dirigé par le Parti communiste, mais il s'insère dans l'économie mondiale.

Face à la crise, les pays riches coordonnent leur action. À l'initiative du président français Valéry Giscard d'Estaing, les dirigeants de six grandes puissances se réunissent à Rambouillet en novembre 1975. Le groupe deviendra le G7 avec l'arrivée du Canada en 1976.

Document 3 – La déclaration de Rambouillet (17 novembre 1975)

> 4. Les démocraties industrielles sont décidées à venir à bout du haut degré de chômage, de l'inflation continue et des graves problèmes de l'énergie. […]
>
> 5. La tâche la plus urgente consiste à assurer le redressement de nos économies et à réduire le gaspillage de ressources humaines que provoque le chômage. En confortant ce redressement, il est essentiel d'éviter le déchaînement de nouvelles forces inflationnistes qui mettraient en danger le succès de cette reprise.

*redressement : reprise de l'activité économique après la récession de 1974-1975.

Déclaration de Rambouillet, 17 novembre 1975, par les chefs d'État et de gouvernement de la RFA, des États-Unis, de France, du Royaume-Uni, d'Italie et du Japon, §§ 4 et 5 (Sénat, annexe au procès-verbal du 20 novembre 1975, Wikisource).

Les dirigeants des démocraties industrielles reconnaissent que le chômage, l'inflation et l'énergie sont leurs problèmes communs et choisissent la concertation. Ils veulent à la fois

soutenir la reprise et éviter une nouvelle flambée des prix. Le texte montre aussi l'ambition de maintenir un commerce ouvert, face à la tentation du protectionnisme.

2. Le tournant libéral des années 1980

Thatcher et Reagan : moins d'État

Dans les pays occidentaux, la crise discrédite les politiques économiques inspirées de Keynes (intervention de l'État, soutien de la demande), jugées impuissantes face à la stagflation. Les idées de l'économiste libéral Milton Friedman et de l'école de Chicago gagnent du terrain. Ces penseurs insistent sur la lutte contre l'inflation par la maîtrise de la monnaie et sur la liberté des marchés. C'est le **néolibéralisme**. Margaret Thatcher, Première ministre britannique de 1979 à 1990, et Ronald Reagan, président des États-Unis de 1981 à 1989, en sont les grands artisans.

> **Définition : néolibéralisme**
>
> Doctrine économique et politique qui réduit le rôle de l'État dans l'économie : privatisations, baisse des impôts et des dépenses publiques, déréglementation, priorité donnée à la lutte contre l'inflation et à la liberté des marchés financiers.

Thatcher privatise de grandes entreprises publiques (British Telecom en 1984, British Gas en 1986). Elle réduit le pouvoir des syndicats après l'échec de la grève des mineurs (1984-1985). Enfin, elle libéralise la place financière de Londres (le « Big Bang », 1986). Reagan fait voter en 1981 une forte baisse des impôts, déréglemente et réduit certaines dépenses sociales. En revanche, il augmente le budget militaire. Le déficit public américain s'envole. Ces politiques réduisent l'inflation mais accroissent le chômage et les inégalités.

Document 4 – Reagan, discours d'investiture (20 janvier 1981)

> Dans la crise actuelle, le gouvernement n'est pas la solution à notre problème ; le gouvernement est le problème. De temps à autre, nous avons été tentés de croire que la société était devenue trop complexe pour s'administrer elle-même, que le gouvernement d'une élite valait mieux que le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Mais si aucun d'entre nous n'est capable de se gouverner lui-même, qui d'entre nous a la capacité de gouverner quelqu'un d'autre ?

*gouvernement : au sens américain, l'État fédéral et ses administrations.

Ronald Reagan, discours d'investiture, Washington, 20 janvier 1981 (traduction française d'après le texte anglais publié par Wikisource).

Reagan résume ici toute une philosophie : l'État n'est pas un recours mais un obstacle, et la société peut s'administrer elle-même. Le texte annonce la remise en cause de l'État-providence et la confiance accordée aux initiatives individuelles, à l'inverse de la période précédente.

Le président Ronald Reagan et la Première ministre Margaret Thatcher, Washington, 28 février 1981, photographie du bureau de la photographie de la Maison-Blanche.

La photographie, prise à Washington en février 1981, montre le président Reagan et la Première ministre Thatcher marchant côte à côte devant la Maison-Blanche. Elle illustre l'entente entre ces deux dirigeants conservateurs, qui partagent à la fois le libéralisme économique et la fermeté face à l'URSS.

Les conséquences dans le monde

Dans les années 1980, la libéralisation des marchés financiers et la baisse du coût des transports et des télécommunications accélèrent la mondialisation. Les États-Unis reviennent au premier plan, tandis que le Japon et l'Allemagne deviennent des puissances commerciales. En France, la gauche arrivée au pouvoir en 1981 tente d'abord une politique de relance. Puis elle opère en 1983 le « tournant de la rigueur ».

3. Le Moyen-Orient, centre des tensions énergétiques et politiques

La révolution iranienne (1979)

L'Iran, gouverné par le chah Mohammad Reza Pahlavi, est un allié des États-Unis et un grand exportateur de pétrole. Le régime modernise le pays mais réprime toute opposition par la police politique, la Savak. À partir de 1978, les manifestations se multiplient : elles unissent des religieux, des commerçants du bazar, des étudiants et des militants de gauche. Le chah quitte le pays le 16 janvier 1979. Le 1er février, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, chef religieux chiite exilé en France, rentre à Téhéran sous les acclamations. Un référendum (30-31 mars 1979) instaure la République islamique.

L'ayatollah Khomeiny dans la salle de l'école Alavi, Téhéran, 2 février 1979, photographie.

Ce portrait est pris dans la salle de l'école Alavi à Téhéran le 2 février 1979, un jour après son retour. Il montre Khomeiny devant un micro, vêtu du turban noir et de la robe des descendants du Prophète □, le visage grave. Il s'adresse à une foule immense. L'image diffusée est celle d'un chef religieux devenu chef politique.

Document 5 – La Constitution de la République islamique d'Iran (1979)

> Article 5. Sous la République Islamique d'Iran, pendant l'absence de son Eminence le Vali-e-Asr (l'imam occulté) « que Dieu hâte sa parousie », la direction des Commandements de Dieu (Velayat-e-Amr) et l'Imamat des Croyants est à la charge d'un jurisconsulte religieux (faqih) juste, vertueux, au fait de l'époque, courageux, gestionnaire et habile, qui en assume la charge conformément à l'article 107.

*imam occulté : dans le chiisme duodécimain, le douzième imam, disparu, dont le retour est attendu.

*faqih : jurisconsulte, spécialiste du droit religieux.

Constitution de la République islamique d'Iran (adoptée par référendum en décembre 1979), article 5, traduction française reproduite par la Digithèque de matériaux juridiques et politiques (MJP), Université de Perpignan.

La Constitution de 1979 donne à un jurisconsulte religieux, le Guide, la direction suprême du pays. C'est la théorie du « gouvernement du juriste » (*velayat-e faqih*), formulée par Khomeiny. Le régime combine des institutions républicaines (président, Parlement élu) et un pouvoir religieux placé au-dessus d'elles. Il se veut un modèle pour le monde musulman et rejette à la fois le modèle américain et le modèle soviétique.

> **Définition : république islamique**
>
> Régime politique iranien né en 1979, où les institutions élues sont soumises à l'autorité d'un guide religieux et où la loi doit respecter les principes de l'islam chiite.

Une région en guerre

La révolution a des effets internationaux. Le 4 novembre 1979, des étudiants iraniens occupent l'ambassade des États-Unis à Téhéran et retiennent cinquante-deux Américains pendant 444 jours. Ils sont libérés le 20 janvier 1981, jour de l'investiture de Reagan. En septembre 1980, l'Irak de Saddam Hussein attaque l'Iran. La guerre dure jusqu'en août 1988 et fait des centaines de milliers de morts. Fin décembre 1979, l'URSS intervient en Afghanistan pour soutenir un régime communiste. La guerre s'enlise et les États-Unis soutiennent la résistance afghane. En août 1990, l'Irak envahit le Koweït. Une coalition dirigée par les États-Unis, autorisée par l'ONU, le libère en février 1991 (opération « Tempête du désert »).



Le Golfe et le Moyen-Orient entre 1973 et 1991 : les foyers de crise qui touchent l'approvisionnement mondial en pétrole. Fond de carte : Natural Earth.

4. La fin de la guerre froide et l'effondrement du bloc soviétique (1980-1991)

Une nouvelle tension, puis la détente

La détente des années 1970 (accords d'Helsinki en 1975) se brise à la fin de la décennie : intervention soviétique en Afghanistan (1979), boycott des Jeux de Moscou par plusieurs pays occidentaux (1980), crise des « euromissiles » (déploiement des missiles soviétiques SS-20, réponse de l'OTAN en 1979). Reagan qualifie l'URSS d'« empire du mal » en 1983. Il lance ensuite l'Initiative de défense stratégique, que la presse appelle « guerre des étoiles ». L'économie soviétique, épuisée par la course aux armements et par la rigidité de la planification, stagne.

En mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev devient secrétaire général du Parti communiste de l'URSS. Il lance la **perestroïka** (reconstruction économique) et la **glasnost** (transparence, liberté d'expression). Sur le plan extérieur, il recherche le désarmement. Il rencontre Reagan à Genève en novembre 1985. Le traité de Washington de décembre 1987 élimine les missiles nucléaires de portée intermédiaire, et les Soviétiques se retirent d'Afghanistan en février 1989.

Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev lors de leur première rencontre, sommet de Genève, 19 novembre 1985, photographie du bureau de la photographie de la Maison-Blanche.

La photographie montre la première rencontre entre le président Reagan, à gauche, et Mikhaïl Gorbatchev à Genève, le 19 novembre 1985. Les deux dirigeants se tiennent côte à côte, détendus, sur le perron d'une villa. C'est la première rencontre américano-soviétique depuis 1979.

> **Définition : perestroïka et glasnost**
>
> Perestroïka (« reconstruction ») : programme de réformes économiques lancé par Gorbatchev pour moderniser l'économie soviétique. Glasnost (« transparence ») : ouverture politique qui autorise la critique, la liberté de la presse et la discussion publique.

Solidarność et les révolutions de 1989

En Pologne, la contestation grandit depuis l'élection d'un pape polonais, Jean-Paul II (octobre 1978). En août 1980, la grève des ouvriers du chantier naval Lénine à Gdańsk, menés par l'électricien Lech Wałęsa, s'étend à tout le pays. Le 31 août 1980, le gouvernement signe les accords de Gdańsk. Il reconnaît le droit de grève et un syndicat libre, **Solidarność** (« Solidarité »), qui compte bientôt près de dix millions d'adhérents. Le 13 décembre 1981, le général Jaruzelski instaure l'état de guerre et interdit le syndicat, qui survit dans la clandestinité.

La porte du chantier naval de Gdańsk pendant la grève d'août 1980 : Lech Wałęsa s'adresse aux grévistes, photographie publiée en septembre 1980.

La photographie montre l'entrée du chantier naval de Gdańsk pendant la grève d'août 1980. Au-dessus de la porte, une banderole reprend en polonais le slogan communiste « Prolétaires de toutes les usines, unissez-vous » : les grévistes retournent contre le régime ses propres mots

d'ordre. Lech Wałęsa s'adresse à la foule depuis la porte, décorée de fleurs et de drapeaux polonais.

Les révolutions de 1989

Avec Gorbatchev, Moscou renonce à intervenir par la force chez ses voisins. Dès 1989, les régimes communistes tombent un à un. Une table ronde entre le pouvoir et Solidarność (février-avril 1989) débouche, en Pologne, sur des élections partiellement libres le 4 juin 1989. Elles sont un triomphe pour l'opposition : Tadeusz Mazowiecki devient en août Premier ministre, le premier non communiste du bloc. En Hongrie, la frontière avec l'Autriche est ouverte aux Allemands de l'Est en septembre. En RDA, les manifestations de Leipzig se multiplient. Dans la nuit du 9 novembre 1989, la frontière est ouverte et la foule franchit le **mur de Berlin**, symbole de la division depuis 1961.



Berlinois de l'Est et de l'Ouest rassemblés sur le mur devant la porte de Brandebourg, novembre 1989, photographie (reproduction d'un panneau d'exposition publique à Berlin). Unknown photographer, Reproduction by Lear 21 at English Wikipedia., CC BY-SA 3.0, via Wikimedia Commons

Cette photographie montre des Berlinois, de l'Est et de l'Ouest, rassemblés sur le mur devant la porte de Brandebourg, en novembre 1989. Au premier plan, des pancartes portent des slogans en anglais (« West », « East »). Elle montre l'enthousiasme populaire et la fin de la division de la ville.

Document 6 – Gorbatchev devant le Comité central (9 décembre 1989)

> Cette année a été marquée par d'importants changements en Europe de l'Est. Il faut dire très franchement que les processus qui s'y développent sont impétueux. [...] quand on prend du retard sur les changements imminents, on doit inévitablement en payer les frais. Ce qui se produit dans les pays socialistes est le résultat logique d'une certaine étape de développement qui a conduit les peuples de ces pays à comprendre la nécessité de changements. C'est le résultat du développement intérieur, du choix des peuples eux-mêmes.

*pays socialistes : expression soviétique pour désigner les démocraties populaires d'Europe de l'Est.

*PCUS : Parti communiste de l'Union soviétique.

Mikhaïl Gorbatchev, discours sur la politique extérieure de l'URSS devant le Comité central du PCUS, Moscou, 9 décembre 1989 (Documents d'actualité internationale, n° 3, 1er février 1990, reproduit par le CVCE).

Gorbatchev reconnaît publiquement que les bouleversements en Europe de l'Est relèvent du « choix des peuples eux-mêmes » : désormais, l'URSS ne soutiendra plus par les armes les dirigeants communistes. Cette renonciation à la « doctrine Brejnev » (droit d'intervenir pour sauver le socialisme, appliqué à Prague en 1968) est la condition des révolutions de 1989.

La suite est rapide. La « révolution de velours » éclate à Prague (novembre-décembre 1989, Václav Havel président). Ceaușescu tombe en Roumanie (exécuté le 25 décembre 1989), puis

les dirigeants communistes en Bulgarie. En Allemagne, le chancelier Kohl propose en novembre un plan de réunification.

Document 7 – Le plan en dix points de Kohl (28 novembre 1989)

> Par cette politique de grande envergure, nous œuvrons en faveur d'un état de paix en Europe dans lequel le peuple allemand, dans la libre autodétermination, pourra recouvrer son unité. La réunification - cela signifie recouvrer l'unité étatique de l'Allemagne - reste l'objectif politique du gouvernement fédéral. […] Nous sommes conscients de ce que, dans la voie menant à l'unité allemande, des questions particulièrement difficiles se poseront, questions auxquelles nous ne pouvons pas encore, aujourd'hui, donner des réponses définitives.

*autodétermination : droit d'un peuple de choisir lui-même son régime et son avenir.

Helmut Kohl, déclaration devant le Bundestag, Bonn, 28 novembre 1989, dixième point du « plan en dix points » (traduction française publiée dans Documents d'actualité internationale, n° 6, 15 mars 1990, reproduite par le CVCE).

Le plan en dix points de Kohl se présente comme une confédération progressive des deux États allemands, mais son dixième point affirme l'objectif de la réunification. Les Alliés, d'abord réservés, acceptent. Le traité « 2+4 » signé à Moscou le 12 septembre 1990 règle les aspects internationaux, et la réunification est proclamée le 3 octobre 1990. L'Allemagne unie reste dans l'OTAN.



L'Europe centrale et orientale de 1989 à 1991 : fin des régimes communistes, réunification allemande, éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie. Fond de carte : Natural Earth. Les frontières des républiques soviétiques sont celles de 1991 (la Crimée appartient alors à l'Ukraine).

La disparition de l'URSS (1991)

Les républiques soviétiques réclament leur indépendance. Les trois États baltes, qui avaient été annexés en 1940, se mobilisent. En août 1989, deux millions de personnes forment une chaîne humaine de Tallinn à Vilnius. La Lituanie proclame son indépendance en mars 1990. Le Comecon, organisation économique du bloc de l'Est, est dissous le 28 juin 1991. Le pacte de Varsovie, alliance militaire, l'est le 1er juillet 1991. Un putsch de dirigeants conservateurs contre Gorbatchev (19-21 août 1991) échoue grâce à la résistance du président russe Boris Eltsine. Le parti communiste est interdit, l'Union se vide de son pouvoir.

Document 8 – L'accord de Minsk (8 décembre 1991)

> Nous, la République du Belarus, la Fédération de Russie, et l'Ukraine, en qualité d'États fondateurs de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et signataires de l'Accord de l'Union signé en 1922, dénommées ci-après « Hautes Parties Contractantes », constatons que l'Union des Républiques socialistes soviétiques, en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique, cesse son existence. […] Article 1. Les Hautes Parties Contractantes forment la Communauté des États indépendants.

*Belarus : Biélorussie.

Accord portant création de la Communauté des États indépendants, Minsk, 8 décembre 1991, préambule et article 1 (CVCE).

Le 8 décembre 1991, les présidents de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie constatent que l'URSS n'existe plus. Ils créent la Communauté des États indépendants (CEI), rejointe le 21 décembre à Alma-Ata par huit autres républiques. Le 25 décembre, Gorbatchev démissionne et le drapeau soviétique est remplacé par le drapeau russe sur le Kremlin. L'URSS est dissoute le 26 décembre. Quinze États indépendants lui succèdent. Dans le même temps, la Yougoslavie commence à se disloquer. La Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance le 25 juin 1991, ce qui ouvre une série de guerres.

Un nouvel équilibre mondial

En 1991, le monde n'est plus bipolaire. Les États-Unis, sortis vainqueurs de la guerre froide et de la guerre du Golfe, apparaissent comme la seule superpuissance. Le président George Bush parle d'un « nouvel ordre mondial » fondé sur le droit et l'ONU. Mais ce monde ne devient pas pacifique : conflits régionaux, éclatement de la Yougoslavie, montée en puissance de l'Asie et de nouveaux acteurs. Les années 1970-1991 ont donc déplacé le centre de gravité économique (pétrole, Asie, finance). Elles ont aussi diffusé le modèle libéral et fait disparaître l'un des deux blocs.

- **15 août 1971** Nixon suspend la convertibilité du dollar en or
- **octobre 1973** guerre du Kippour et premier choc pétrolier
- **1979** révolution iranienne, second choc pétrolier, arrivée de Thatcher et intervention soviétique en Afghanistan
- **31 août 1980** accords de Gdańsk : naissance de Solidarność
- **mars 1985** Gorbatchev secrétaire général du PCUS
- **9 novembre 1989** ouverture du mur de Berlin
- **3 octobre 1990** réunification de l'Allemagne
- **25-26 décembre 1991** démission de Gorbatchev et dissolution de l'URSS

À retenir

- Entre 1971 et 1979, la fin de Bretton Woods et les deux chocs pétroliers mettent fin aux Trente Glorieuses. S'ensuivent la stagflation, le chômage, la crise de la dette du Sud et l'essor de l'Asie.
- Les années 1980 sont celles du tournant libéral (Thatcher, Reagan) : privatisations, déréglementation, baisse des impôts, mondialisation financière.
- La révolution iranienne de 1979 instaure la République islamique ; avec la guerre Iran-

Irak et l'invasion de l'Afghanistan, le Moyen-Orient devient un foyer de tensions.
- Solidarność (1980), la politique de Gorbatchev, la chute du mur de Berlin (1989) et la dissolution de l'URSS (1991) mettent fin à la guerre froide. Les États-Unis restent la seule superpuissance.